

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/ECU/1  
G/SCM/N/1/ECU/1  
8 novembre 1995  
(95-3447)

---

Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: espagnol

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### EQUATEUR

La Mission permanente de l'Equateur, gouvernement qui a le statut d'observateur, a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 1er août 1995.

---

### NOTIFICATION DE L'EQUATEUR

#### ACCORD SUR LA MISE EN OEUVRE DE L'ARTICLE VI DE L'ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

ET

#### ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES DROITS COMPENSATEURS

La législation équatorienne et les règles sous-régionales, qui ont force de loi en Equateur<sup>1</sup>, regroupent dans un même corps de loi les principes de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT et de l'Accord sur les subventions et les droits compensateurs, définissent le champ d'application des enquêtes dans ces domaines et précisent les délais, les procédures et les organes compétents en la matière.

C'est pourquoi l'Equateur présente une seule notification au sujet de ces deux accords multilatéraux.

En Equateur, le Ministre des finances et du crédit public a compétence pour arrêter les mesures visant à prévenir les pratiques de dumping ou les subventions et à en corriger les effets, après avoir pris l'avis de la Commission spéciale du Comité des questions tarifaires.

---

<sup>1</sup>Par sa Décision n° 283, la Commission de l'Accord de Carthagène a défini les règles visant à prévenir ou à corriger les distorsions de la concurrence résultant des pratiques de "dumping" ou des subventions. En sa qualité de pays membre de l'Accord, l'Equateur est tenu de mettre en oeuvre cette décision.

Le règlement pertinent a fait l'objet du Décret n° 2722-A du 13 novembre 1991, publié au Journal officiel n° 780 du 30 novembre 1991.

Conformément au Règlement national visant à prévenir et à corriger les pratiques de dumping ou les subventions, le producteur lésé doit présenter pour la branche de production à laquelle il appartient ou en son nom une demande écrite concernant l'ouverture d'une enquête et l'application de mesures préventives ou correctives. La demande doit contenir des preuves suffisantes de l'existence d'un dumping ou de subventions et démontrer que ces pratiques s'accompagnent d'un dommage pour ladite branche de production.

Dans un délai de cinq jours à compter de la date d'acceptation de la demande, le MICIP<sup>2</sup> informe directement de l'affaire les parties intéressées et demande au producteur ou à l'exportateur du produit qui fait l'objet de la pratique considérée de lui fournir les renseignements nécessaires à l'enquête.

Au cours de l'enquête, il est possible d'avoir accès aux renseignements de caractère général et aux documents non confidentiels ainsi qu'aux résumés ou à l'analyse des éléments de preuve. Les organismes, autorités et fonctionnaires compétents ne peuvent pas divulguer les éléments de preuve et les renseignements reçus aux fins de l'enquête qui ont un caractère confidentiel.

Conformément à la législation nationale, l'autorité compétente accorde la priorité à des rencontres entre les parties intéressées à l'enquête afin de leur permettre d'exposer leurs points de vue et de tenter d'arriver à un règlement direct.

La durée de l'enquête est de quatre mois à compter de la date d'acceptation de la demande, mais ce délai peut être prorogé de deux mois sur décision de la Commission spéciale. En pareil cas, la Commission spéciale peut recommander l'application de mesures provisoires ou préventives en attendant que le Ministre des finances adopte les mesures définitives pertinentes.

Lorsque le préjudice ou la menace de préjudice sont si graves qu'ils exigent l'adoption de mesures correctives provisoires ou préventives, il est procédé à une enquête préalable sur la base des renseignements disponibles dans un délai de 20 jours maximum à compter de l'acceptation de la demande; par ailleurs, la Commission spéciale se réunit dans les cinq jours ouvrables qui suivent afin de rendre un avis sur l'adoption des mesures correctives.

Les décisions finales concernant l'existence d'un dumping ou d'une subvention et le dommage causé par ces pratiques à la branche de production nationale, ainsi que la réduction ou la suspension de leur application, sont publiées au Journal officiel. En cas de dumping, la législation nationale prévoit que des droits seront appliqués aux importations faisant l'objet de la pratique considérée, d'un montant égal à la marge de dumping déterminée ou à un niveau inférieur si le montant est suffisant pour éliminer la menace de préjudice ou le préjudice qui a été confirmé.

Des mesures correctives visant à prévenir les distorsions causées par des pratiques de dumping ou des subventions ne peuvent être appliquées simultanément à un même produit importé. Les droits antidumping et les droits compensateurs peuvent rester en vigueur pendant une période de deux ans maximum.

Le Service des relations extérieures et les autres bureaux du Ministère des relations extérieures accrédités auprès des gouvernements étrangers peuvent fournir des renseignements destinés à étoffer les enquêtes, avis ou études concernant le marché extérieur en vue de la détermination de l'existence d'un dumping. Il est possible également d'obtenir des renseignements sur les transactions commerciales

---

<sup>2</sup>Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche, Direction nationale du commerce extérieur.

qui font l'objet d'un dumping auprès d'entreprises spécialisées, nationales ou étrangères, légalement constituées.

La détermination de l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace de préjudice grave est fondée sur l'examen des facteurs suivants:

- a) le volume des importations qui font l'objet des pratiques en question, en particulier pour déterminer si les importations ont augmenté de façon notable, soit en quantité absolue soit par rapport à la production ou à la consommation et aux importations de l'Equateur;
- b) les prix des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées, en particulier pour déterminer s'ils sont notablement inférieurs aux prix des produits similaires du fait de ces pratiques commerciales déloyales;
- c) les effets sur la branche de production nationale, sur la base des tendances des facteurs ci-après: production, ventes intérieures, part de marché, bénéfices, productivité, rendement des investissements, utilisation de la capacité installée, effets négatifs réels ou potentiels sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité d'investissement.

La législation équatorienne définit les procédures de recours administratif. Toutes les parties intéressées peuvent former un tel recours.

A ce jour, l'Equateur n'a institué aucun droit compensateur ni antidumping.

La législation en vigueur n'établit pas de distinction entre les subventions spécifiques et les subventions générales. Toutefois, la spécificité des subventions ayant été définie pour la première fois dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 l'Equateur, devenu Membre de l'OMC, va modifier sa législation afin d'y incorporer la définition contenue dans ledit accord.

En 1990, l'Equateur a engagé une politique d'élimination des subventions à la production et aux exportations. Il n'ignore pas que l'article 14 du Code des subventions du GATT reconnaît l'importance que revêtent les politiques d'aide à la production, y compris les politiques d'aide à l'exportation, dans les programmes de développement économique des pays en développement.

A l'heure actuelle, aucun bénéfice ou avantage n'est conféré au titre de lois spécifiques d'encouragement de la production de produits industriels et agricoles; il n'existe pas non plus de subventions à l'exportation ni au crédit, ni de stimulations ou d'incitations fiscales. Il n'existe pas de subventions à la production accordées par le biais de tarifs artificiels des services publics.

En conséquence, l'Equateur affirme que la législation en vigueur est conforme aux dispositions de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et de l'Accord sur les subventions et les droits compensateurs.

On trouvera ci-joint le texte de la Décision n° 283 de la Commission de l'Accord de Carthagène et du Décret n° 2722-A du 13 novembre 1991 publié au Journal officiel n° 780 du 30 novembre 1991.

Cinquante-cinquième session ordinaire  
de la Commission  
21-22 mars 1991  
Lima (Pérou)

Décision n° 283

Règles visant à prévenir ou à corriger les distorsions de concurrence  
résultant des pratiques de dumping ou des subventions

La Commission de l'Accord de Carthagène,

Vu le chapitre VIII de l'Accord de Carthagène, les Décisions 230, 258 et 281 et la Proposition 223/Rev.3 du Conseil,

Considérant:

Que la Commission a adopté la Décision 230 énonçant les règles visant à prévenir ou à corriger les pratiques qui peuvent fausser la concurrence,

Qu'en vertu de la Décision 258, la Commission, sur proposition du Conseil, doit réviser les règles relatives à la concurrence en matière commerciale,

Qu'en vertu de la Décision 281, le 31 mars 1991 au plus tard, la Commission, sur proposition du Conseil, doit réviser les règles relatives à la concurrence en matière commerciale établies dans la Décision 230,

Que, pour réaliser les objectifs du processus d'intégration dans un cadre caractérisé par l'ouverture, il est nécessaire d'améliorer les règles sous-régionales relatives à la concurrence, en tirant parti de l'expérience au niveau international, de façon qu'elles constituent des mécanismes efficaces qui permettent de prévenir ou de corriger les distorsions causées par un dumping ou des subventions,

Qu'en raison de leur origine et de leur portée, il est nécessaire d'établir une distinction entre le dumping et les subventions, qui font l'objet de la présente décision, et les pratiques qui restreignent la libre concurrence, ainsi que les restrictions aux exportations,

Que les règles relatives aux subventions stipulées dans la présente décision seront d'application en attendant que soient pris des engagements visant à l'harmonisation des instruments de promotion du commerce extérieur, ou si les incitations prévues dans le cadre de cette harmonisation causent des distorsions de concurrence dans des cas ponctuels déterminés.

Décide:

I. Champ d'application

Article premier. Les règles stipulées dans la présente décision ont pour objet de prévenir ou de corriger les distorsions de concurrence causées par un dumping ou des subventions.

Article 2. Les pays membres ou les entreprises ayant un intérêt légitime peuvent demander au Conseil d'autoriser l'application de mesures visant à prévenir ou à corriger les distorsions de concurrence sur le marché sous-régional causées par un dumping ou des subventions dans les cas suivants:

- a) lorsque les pratiques suivies sur le territoire d'un autre pays membre menacent de causer ou causent un préjudice important à la production nationale destinée au marché intérieur du pays affecté;
- b) lorsque les pratiques suivies sur le territoire d'un pays membre menacent de causer ou causent un préjudice important à la production nationale destinée à l'exportation vers un autre pays membre;
- c) lorsque les pratiques suivies dans un pays extérieur à la sous-région menacent de causer ou causent un préjudice important à la production nationale destinée à l'exportation vers un autre pays membre; et
- d) lorsque les pratiques suivies dans un pays extérieur à la sous-région menacent de causer ou causent un préjudice important à sa branche de production nationale; sont visés les produits auxquels s'applique le tarif extérieur commun, et les mesures correctives doivent être appliquées dans plus d'un pays membre. Dans les autres cas, les dispositions réglementaires nationales de chaque pays membre pourront être d'application.

Aux fins de la présente décision, on entend par menace de préjudice, un retard sensible dans la création d'une branche de production nationale.

## II. Dumping

Article 3. Un produit importé fait l'objet d'un dumping si son prix à l'exportation est inférieur à la valeur normale d'un produit similaire destiné à la consommation dans le pays d'origine ou d'exportation au cours d'opérations commerciales normales.

Article 4. Un produit similaire est un produit semblable à tous égards au produit faisant l'objet de la pratique ou, en l'absence d'un tel produit, un autre produit qui présente des caractéristiques étroitement ressemblantes, compte étant tenu d'éléments tels que sa nature, sa qualité, son usage et sa fonction.

Article 5. Le prix à l'exportation est le prix effectivement payé ou à payer pour le produit vendu à l'exportation à destination d'un pays membre.

Lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation, ou lorsqu'il apparaît au Conseil que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie, le prix à l'exportation peut être calculé sur la base du prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant. Si les produits ne sont pas revendus à un acheteur indépendant ou ne sont pas revendus dans l'état où ils ont été importés, le prix peut être calculé sur toute base raisonnable que le Conseil peut déterminer.

Pour calculer le prix à l'exportation, il est procédé aux ajustements nécessaires pour tenir compte de tous les frais encourus jusqu'à la revente, y compris tous les droits et taxes et une marge bénéficiaire raisonnable. Il est tenu compte, entre autres, des frais de transport, d'assurance, d'entretien et de

déchargement, des droits à l'importation et autres taxes perçues après l'exportation à partir du pays d'origine, d'un montant raisonnable correspondant aux frais de caractère général et aux frais d'administration et de commercialisation, d'une marge bénéficiaire raisonnable, et de toute commission habituellement versée.

Article 6. Aux fins de la présente décision, on entend par valeur normale, le prix effectivement payé ou à payer pour un produit similaire au produit importé dans le pays membre, lorsque ce produit est vendu en vue d'être consommé ou utilisé sur le marché intérieur du pays d'origine ou d'exportation au cours d'opérations commerciales normales.

Sont considérées comme opérations commerciales normales les opérations réalisées entre des parties associées ou qui ont conclu entre elles un arrangement de compensation, à condition que les prix et les coûts soient comparables à ceux des opérations réalisées entre des parties indépendantes.

Si le produit similaire n'est pas vendu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays d'origine ou d'exportation, ou si de telles ventes ne permettent pas de déterminer de manière valable la valeur normale, celle-ci est déterminée:

- a) sur la base du prix à l'exportation le plus élevé d'un produit similaire exporté vers un pays tiers, à condition que ce prix soit représentatif;
- b) ou à défaut, sur la base du prix calculé d'un produit similaire, lequel est obtenu à partir du coût de production au cours d'opérations commerciales normales dans le pays d'origine plus un montant raisonnable correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux bénéfices. En règle générale, le montant correspondant aux bénéfices ne doit pas excéder le bénéfice habituellement réalisé lors de la vente de produits de la même catégorie sur le marché intérieur du pays d'origine;
- c) lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation à destination d'un pays tiers qui soit représentatif ou que le prix d'un produit similaire ne peut pas être calculé, la valeur normale peut être calculée sur toute base raisonnable que le Conseil peut déterminer;
- d) dans le cas d'importations, en provenance ou originaires de pays à économie planifiée, la valeur normale est obtenue sur la base du prix comparable au cours d'opérations commerciales normales auquel est vendu un produit similaire dans un pays tiers à économie de marché ayant un niveau de développement semblable, en vue de son utilisation ou de sa consommation sur le marché intérieur. Lorsqu'il n'y a pas de prix comparable, la valeur normale peut être calculée sur toute base raisonnable que le Conseil peut déterminer.

Si les produits ne sont pas importés directement du pays d'origine, mais à partir d'un pays tiers, le prix auquel les produits sont vendus au départ du pays d'exportation vers le pays membre est, en règle générale, comparé avec le prix comparable dans le pays d'exportation. Toutefois, la comparaison peut être effectuée avec le prix dans le pays d'origine si, par exemple, les produits transitent simplement par le pays d'exportation, ou bien si, pour de tels produits, il n'y a pas de production ou pas de prix comparable dans le pays d'exportation.

Article 7. La marge de dumping est égale à la différence entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Cette marge est calculée par unité de produit importé à un prix de dumping.

Le prix à l'exportation et la valeur normale doivent être examinés sur une base comparable pour ce qui est des caractéristiques physiques du produit, des quantités et des conditions de vente, compte étant tenu des différences d'impôts et autres critères pouvant affecter la comparaison des prix. Cette comparaison est faite au même niveau commercial, généralement le stade "sortie usine", et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible.

### III. Subventions

Article 8. Une importation a été subventionnée lorsque la production, la fabrication, le transport ou l'exportation du produit importé ou de ses matières premières ou intrants a bénéficié, directement ou indirectement, d'une prime, aide ou subvention dans le pays d'origine ou d'exportation. S'agissant du transport, il est tenu compte du fait que la Bolivie est un pays géographiquement enclavé.

L'existence de taux de change multiples applicables aux transactions commerciales et financières dans le pays d'origine ou d'exportation peut donner lieu à une subvention et être donc considérée comme telle aux fins de la présente décision.

Article 9. Le montant de la subvention est calculé en unités monétaires ou en pourcentages ad valorem, par unité de produit subventionné importé.

Ce montant est établi après déduction, entre autres, des frais nécessairement encourus pour pouvoir bénéficier de la subvention, ainsi que des taxes et autres impositions à l'exportation.

S'il existe des taux de change multiples, le montant de la subvention est déterminé sur la base des règles établies dans le cadre de l'harmonisation des politiques cambistes. Faute d'harmonisation, le Conseil émet un avis technique sur le montant de la subvention.

Aux fins de la détermination de la subvention, on entend par produit similaire, un produit semblable à tous égards au produit faisant l'objet de la pratique ou, en l'absence d'un tel produit, un autre produit qui présente des caractéristiques étroitement ressemblantes, compte étant tenu d'éléments tels que sa nature, sa qualité, son usage et sa fonction.

### IV. Procédure

Article 10. Ont qualité pour présenter une demande:

- a) les pays membres, par l'intermédiaire de leurs organismes de liaison respectifs; et
- b) l'entreprise ou les entreprises faisant valoir un intérêt légitime, dans la mesure où cela est autorisé par la législation nationale.

La demande doit comporter les informations suivantes:

- nature des pratiques et leur durée;
- caractéristiques des produits faisant l'objet desdites pratiques;
- entreprises en cause;
- éléments de preuve permettant de présumer de l'existence d'une menace de préjudice ou d'un préjudice pour la branche de production nationale ou les exportations, qui

résultent d'importations de produits similaires aux produits fabriqués ou exportés, qui ont été effectuées dans les 12 mois précédents ou sont en cours, et qui font l'objet de ces pratiques;

- niveaux des droits dont l'imposition est demandée.

Dès réception, le Conseil communique la demande aux organismes de liaison des pays où opèrent les entreprises visées par l'enquête.

Article 11. Le Conseil n'ouvre pas l'enquête si la demande est incomplète. En pareil cas, elle en avise le requérant, en indiquant les informations manquantes, dans les 20 jours ouvrables suivant la date à laquelle la demande a été présentée.

Si la demande est considérée comme fondée, le Conseil statue par résolution motivée dans un délai de 20 jours ouvrables à compter de la date à laquelle la demande a été présentée; ladite décision est communiquée à l'entreprise ou aux entreprises plaignantes.

Article 12. Pendant l'enquête, le Conseil peut solliciter et rassembler des éléments de preuve et des informations en s'adressant aux organismes de liaison et, par leur intermédiaire ou directement, aux producteurs, exportateurs, importateurs ou consommateurs légitimement intéressés par l'enquête, lesquels peuvent également fournir des informations ou, s'il y a lieu, présenter leurs arguments au Conseil.

S'il sollicite, rassemble ou reçoit des éléments de preuve et des informations directement, le Conseil doit les communiquer aux organismes de liaison respectifs.

En outre, le Conseil peut solliciter et rassembler des éléments de preuve et des informations en s'adressant aux exportateurs et aux autorités des pays extérieurs à la sous-région dont les produits sont visés par l'enquête, lesquels peuvent également fournir des informations ou, s'il y a lieu, présenter leurs arguments au Conseil.

Les enquêtes ouvertes conformément à la présente décision ne doivent en aucun cas entraver les procédures de dédouanement des produits respectifs.

Article 13. Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés de solliciter et de rassembler des éléments de preuve, le Conseil peut, à la demande de la personne qui les a fournis et sur exposé de raisons valables, réserver un traitement confidentiel aux informations fournies si leur divulgation peut avoir un effet défavorable sur ladite personne.

Les parties des documents internes élaborés par le Conseil ou par les pays membres contenant des informations de telle nature peuvent également être considérées comme confidentielles.

Lorsqu'il demande qu'un élément de preuve soit considéré comme confidentiel, le requérant doit en donner un résumé susceptible d'être divulgué ou indiquer les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni. Dans ce dernier cas, le Conseil peut rejeter les explications données et ne pas tenir compte de cet élément de preuve.

En outre, même si la demande est reconnue fondée, il peut ne pas être tenu compte d'une information si celle-ci est susceptible d'être résumée et que la personne qui la fournit n'en donne pas un résumé non confidentiel.



Les parties intéressées dans l'enquête peuvent solliciter par écrit les informations fournies ou élaborées en application de la présente décision, lesquelles peuvent être communiquées si elles n'ont pas de caractère confidentiel.

Le présent article ne fit pas obstacle à la divulgation d'informations de caractère général et, en particulier, des motifs sur lesquels se fondent les résolutions visées dans la présente décision s'ils sont nécessaires aux fins d'une procédure judiciaire. Cette divulgation tient compte de la nécessité de ne pas révéler les secrets commerciaux des parties ayant un intérêt légitime dans l'enquête.

Article 14. Au cours de l'enquête, le Conseil peut, de sa propre initiative ou à la demande de l'une quelconque des parties intéressées, convoquer des réunions dans le but de trouver une solution directe; les engagements pris et les résultats de la réunion sont consignés dans un procès-verbal.

Aucune partie intéressée n'est tenue d'assister à une réunion, et son absence n'est pas interprétée au détriment de sa cause.

Le Conseil statue par résolution motivée, dans laquelle il indique les engagements pris et si l'enquête est suspendue ou doit être poursuivie à la demande de la partie visée par la plainte.

Les exportateurs ou les autorités du pays où la pratique existe fournissent les informations nécessaires pour vérifier l'exécution des engagements pris. Si lesdits engagements ne sont pas exécutés ou si les informations pertinentes ne sont pas fournies, le Conseil reprend l'enquête et impose immédiatement des droits antidumping ou des droits compensateurs, à des niveaux déterminés sur la base des renseignements disponibles ou, à défaut, aux niveaux demandés par les entreprises affectées. Dans sa détermination finale, le Conseil décide s'il y a lieu de maintenir, de modifier ou de supprimer lesdits droits.

Article 15. Pour mener à bien l'enquête, le Conseil dispose d'un délai de quatre mois à compter de la date de publication de la résolution visée à l'article 11 de la présente décision.

Dans des cas exceptionnels, le délai susmentionné pour être prorogé de deux mois au maximum, et le Conseil doit en aviser le requérant.

Article 16. Aux fins de sa détermination, le Conseil prend en considération l'existence d'éléments de preuve positifs concernant:

- a) les pratiques de dumping ou de subventionnement qui faussent la concurrence;
- b) la menace de préjudice ou le préjudice résultant desdites pratiques, au sens de l'article 2 de la présente décision; et
- c) le lien de causalité entre ces pratiques et la menace de préjudice ou le préjudice.

Article 17. La détermination de l'existence de la menace de préjudice ou du préjudice ainsi que du lien de causalité avec les pratiques en question peut être fondée, entre autres, sur l'examen:

- a) du volume des importations faisant l'objet des pratiques en question, en particulier pour déterminer si les importations ont augmenté de façon notable, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du pays membre affecté, ou par rapport aux importations en provenance du pays membre plaignant;

- b) des prix des importations faisant l'objet des pratiques en question, en particulier pour déterminer s'ils sont notablement inférieurs aux prix des produits similaires, en l'absence de ces pratiques, ou si ces importations ont pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites; et
- c) de l'incidence sur la branche de production ou les exportations du pays membre, évaluée sur la base des tendances effectives ou potentielles des facteurs économiques pertinents, par exemple: production, ventes sur le marché intérieur, exportation, part de marché, utilisation de la capacité installée, emploi, stocks et bénéfices.

Article 18. A l'issue de l'enquête, le Conseil, se fondant sur ses conclusions et sur les renseignements disponibles, statue par résolution motivée dans un délai de 20 jours ouvrables à compter de l'expiration du délai visé à l'article 15.

Dans ladite résolution, le Conseil indique les niveaux des droits établis, les importations faisant l'objet des pratiques auxquelles lesdits droits s'appliquent, la date de leur application et leur durée et, s'il y a lieu, les conditions auxquelles leur application est subordonnée.

Article 19. S'il a vérifié, à la demande des organismes de liaison ou des parties intéressées, que les raisons ayant motivé la résolution visée à l'article précédent ont changé ou ont cessé d'exister, le Conseil prive d'effet la résolution en partie ou en totalité, en la modifiant ou en l'abrogeant. Le Conseil dispose d'un délai de trois mois pour prendre sa décision.

Le Conseil peut également vérifier de sa propre initiative que les raisons ayant motivé la résolution susmentionnée ont changé ou ont cessé d'exister, et modifier ou abroger ladite résolution.

## V. Mesures

Article 20. Dans les cas de dumping, des droits antidumping sont appliqués aux importations faisant l'objet d'un dumping, dont le montant est fixé à un niveau égal à la marge de dumping déterminée, ou à un niveau inférieur si le montant est suffisant pour éliminer la menace de préjudice ou le préjudice qui a été confirmé.

Article 21. Dans les cas de subventions, des droits compensateurs sont appliqués aux importations subventionnées, dont le montant est fixé à un niveau égal au montant de la subvention, ou à un niveau inférieur si le montant est suffisant, pour éliminer la menace de préjudice ou le préjudice qui a été confirmé.

Article 22. Il ne peut être appliqué simultanément à un même produit importé des mesures correctives visant à prévenir ou à corriger les distorsions causées par des pratiques de dumping et des subventions.

Article 23. Lorsque la menace de préjudice ou le préjudice est évident, le pays membre ou les entreprises ayant un intérêt légitime peuvent demander au Conseil d'autoriser l'application immédiate de mesures correctives.

Le Conseil, s'il juge la demande recevable, peut, dans les 20 jours ouvrables à compter de la date de la demande visée au paragraphe précédent, autoriser l'application, ou décider de l'application, de mesures provisoires, lesquelles peuvent revêtir la forme de droits antidumping ou de droits compensateurs, ou d'une garantie - dépôt en espèces ou cautionnement - égaux aux montants des droits.

La suspension de l'évaluation en douane est une mesure provisoire appropriée, à condition que le droit normal et le montant estimé du droit antidumping soient indiqués.

Le Conseil peut, au cours de l'enquête, suspendre l'application des mesures provisoires et, dans sa détermination finale, décider si les mesures établies doivent être maintenues, modifiées ou supprimées.

Si les droits définitifs sont supérieurs aux droits provisoires acquittés ou garantis, la différence n'est pas recouvrée. Dans le cas contraire, l'excédent est restitué ou le cautionnement réduit.

S'il n'est pas établi de droits définitifs, l'intégralité des montants acquittés au titre des droits provisoires est restituée, ou le cautionnement est libéré.

Article 24. Le Conseil peut aussi décider d'appliquer des droits antidumping ou des droits compensateurs définitifs aux produits mis à la consommation, dans les 90 jours précédant la date d'établissement des droits provisoires.

Les droits définitifs susmentionnés peuvent être appliqués pour empêcher que le préjudice ne se reproduise, si le Conseil détermine que des importations massives à des prix de dumping ou subventionnées, effectuées pendant une période de courte durée, ont causé un préjudice difficilement réparable. Dans les cas de dumping, le Conseil doit en outre établir que des cas précédents de dumping ont causé un préjudice ou que l'importateur savait ou aurait dû savoir que l'exportateur pratiquait le dumping.

#### VI. Disposition finale

Article 25. La présente décision remplace la Décision 230 en ce qui concerne les règles visant à prévenir ou à corriger les distorsions de concurrence résultant des pratiques de dumping ou de subventions.

Fait à Lima le vingt et un mars mil neuf cent quatre-vingt-onze.

Règlement visant à prévenir ou à corriger les pratiques  
de dumping ou les subventions

CHAPITRE PREMIER

Objet

Article premier. Le présent règlement énonce les conditions et procédures à suivre en vue de l'application de mesures préventives ou correctives concernant le dumping ou les subventions.

Le présent règlement ne recouvre pas les pratiques de sous-facturation qui sont définies et sanctionnées conformément aux règles relatives à l'évaluation en douane contenues dans la Loi organique des douanes et le Règlement y afférent, le Code pénal et les autres dispositions juridiques connexes.

CHAPITRE II

Du dumping

Article 2. Un produit importé fait l'objet d'un dumping si son prix à l'exportation est inférieur à la valeur normale d'un produit similaire destiné à la consommation dans le pays d'origine ou d'exportation au cours d'opérations commerciales normales.

Article 3. Un produit similaire est un produit semblable à tous égards au produit faisant l'objet de la pratique ou, en l'absence d'un tel produit, un autre produit qui présente des caractéristiques étroitement ressemblantes, compte étant tenu d'éléments tels que sa nature, sa qualité, son usage et sa fonction.

Article 4. Le prix à l'exportation est le prix effectivement payé ou à payer pour le produit vendu à l'exportation à destination de l'Equateur.

Lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation, ou lorsqu'il apparaît au Conseil que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie, le prix à l'exportation peut être calculé sur la base du prix auquel le produit importé est revendu pour la première fois à un acheteur indépendant. Si le produit n'est pas revendu à un acheteur indépendant ou n'est pas revendu dans l'état où il a été importé, le prix peut être calculé sur toute base raisonnable déterminée par les organismes ou autorités compétents visés au chapitre IV du présent règlement.

Pour calculer le prix à l'exportation, il est procédé aux ajustements nécessaires compte tenu de tous les frais encourus jusqu'à la revente, y compris la totalité des droits et taxes et une marge bénéficiaire raisonnable. Il est tenu compte, entre autres, des frais de transport, d'assurance, d'entretien et de déchargement, des droits à l'importation et autres taxes perçues après l'exportation à partir du pays d'origine, d'un montant raisonnable correspondant aux frais de caractère général et aux frais d'administration et de commercialisation, d'une marge bénéficiaire raisonnable, et de toute commission habituellement versée.

Article 5. Aux fins du présent règlement, on entend par valeur normale, le prix effectivement payé ou à payer pour un produit similaire au produit importé en Equateur, lorsque ce produit est vendu en vue d'être consommé ou utilisé sur le marché intérieur du pays d'origine ou d'exportation au cours d'opérations commerciales normales.

Sont considérées comme opérations commerciales normales les opérations réalisées entre des parties associées ou qui ont conclu entre elles un arrangement de compensation, à condition que les prix et les coûts soient comparables à ceux des opérations réalisées entre des parties indépendantes.

Si le produit similaire n'est pas vendu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays d'origine ou d'exportation, ou si de telles ventes ne permettent pas de déterminer de manière valable la valeur normale, celle-ci est établie:

- a) sur la base du prix à l'exportation le plus élevé d'un produit similaire exporté vers un pays tiers, à condition que ce prix soit représentatif;
- b) ou à défaut, sur la base du prix calculé d'un produit similaire, lequel est obtenu à partir du coût de production au cours d'opérations commerciales normales dans le pays d'origine plus un montant raisonnable correspondant aux frais d'administration et de commercialisation et aux bénéfices. En règle générale, le montant correspondant aux bénéfices ne doit pas excéder le bénéfice habituellement réalisé lors de la vente de produits de la même catégorie sur le marché intérieur du pays d'origine;
- c) lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation à destination d'un pays tiers qui soit représentatif ou que le prix d'un produit similaire ne peut pas être calculé, la valeur normale peut être calculée sur toute base raisonnable déterminée par les organismes ou autorités compétents.

Si les produits ne sont pas importés directement du pays d'origine, mais à partir d'un pays tiers, le prix auquel les produits sont vendus au départ du pays d'exportation vers l'Equateur est, en règle générale, comparé avec le prix comparable dans le pays d'exportation. Toutefois, la comparaison peut être effectuée avec le prix dans le pays d'origine si, par exemple, les produits transitent simplement par le pays d'exportation, ou bien si, pour de tels produits, il n'y a pas de production ou pas de prix comparable dans le pays d'exportation.

Article 6. La marge de dumping est égale à la différence entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Cette marge est calculée par unité de produit importé à un prix de dumping.

Le prix à l'exportation et la valeur normale doivent être examinés sur une base comparable pour ce qui est des caractéristiques physiques du produit, des quantités et des conditions de vente, compte étant tenu des différences d'impôts et autres critères pouvant affecter la comparaison des prix. Cette comparaison est faite au même niveau commercial, généralement le stade "sortie usine", et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible.

### CHAPITRE III

#### Des subventions

Article 7. Une importation est subventionnée lorsque la production, la fabrication, le transport ou l'exportation du produit importé ou de ses matières premières ou intrants a bénéficié, directement ou indirectement, d'une prime, aide ou subvention dans le pays d'origine ou d'exportation.

L'existence de taux de change multiples applicables aux transactions commerciales et financières dans le pays d'origine ou d'exportation peut donner lieu à une subvention et être donc considérée comme telle aux fins du présent règlement.

Article 8. Le montant de la subvention est calculé selon le cas en unités monétaires ou en pourcentages ad valorem, par unité de produit subventionné importé.

S'il existe des taux de change multiples, le montant de la subvention est déterminé sur la base des règles établies par l'Accord de Carthagène dans le cadre de l'harmonisation des politiques cambistes ou, à défaut, sur la base des éléments d'appréciation fournis par la Banque centrale dans un rapport obligatoire.

#### CHAPITRE IV

##### Des organismes et autorités compétents

Article 9. Le Ministre des finances et du crédit public a compétence pour arrêter par décision les mesures visant à prévenir et à corriger les pratiques de dumping et les subventions.

Il doit au préalable prendre obligatoirement l'avis de la Commission spéciale du Comité des questions tarifaires ou du Comité des questions tarifaires.

Pour les cas qui relèvent de la compétence des organes de l'Accord de Carthagène, le Ministre n'est pas tenu de prendre l'avis de la Commission spéciale pour arrêter les mesures préventives ou correctives; l'autorisation pertinente accordée en vertu d'une résolution suffit à cet égard.

Article 10. La Commission spéciale est composée des membres du Comité des questions tarifaires ci-après:

- a) le Ministre des finances et du crédit public ou son représentant, qui occupe la présidence;
- b) le Ministre de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche ou son représentant; et
- c) le Ministre responsable du secteur correspondant au produit qui fait l'objet de la pratique commerciale déloyale ou son représentant.

Les représentants des chambres d'industrie, de commerce et d'agriculture ont voix consultative auprès du Comité des questions tarifaires, selon les secteurs visés par l'enquête considérée.

Les représentants d'autres ministères, institutions ou entreprises publiques ou d'associations de producteurs, d'importateurs ou d'exportateurs peuvent participer en qualité de consultants, le cas échéant.

Article 11. La Commission spéciale a les fonctions suivantes:

- a) rendre un avis sur les projets de décision du Ministre des finances et du crédit public touchant la détermination de mesures visant à prévenir ou à corriger les pratiques de dumping ou les subventions, sauf dans les cas où l'organe compétent de l'Accord de Carthagène a donné son autorisation;
- b) à la demande de l'intéressé, rendre un avis sur les demandes présentées à la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche tendant à saisir l'organe compétent de l'Accord de

Carthagène, lesdites demandes ayant été rejetées par la Direction pour le motif que l'enquête et l'application de mesures correctives n'étaient pas fondées; et

- c) transmettre aux organismes ou autorités compétents qui le demandent les rapports concernant d'autres enquêtes sur les pratiques commerciales déloyales considérées; formuler des recommandations touchant l'application de mesures préventives et correctives relatives aux pratiques de dumping et aux subventions; communiquer en outre des renseignements sur les pratiques d'entreprises nationales qui causent ou menacent de causer un préjudice à une branche de production nationale d'un pays membre de l'Accord de Carthagène.

La Commission spéciale dispose, pour exercer ses fonctions, des rapports et études de la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche, qui assure les services de secrétariat de la Commission.

Article 12. Les bureaux commerciaux de l'Equateur et les représentations diplomatiques et autres bureaux du Ministère des relations extérieures accrédités auprès des gouvernements étrangers sont tenus d'obtenir, dans le pays où ils sont implantés, les renseignements nécessaires à la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche ou de la Commission spéciale aux fins des enquêtes, avis ou études pertinents.

A la demande de la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche, la Banque centrale communique les renseignements sur les prix portés sur les licences d'importation ou d'autres données figurant sur ces mêmes documents et ceux qui les accompagnent, ainsi que sur le taux de change des devises, requis aux fins des enquêtes portant sur des cas précis.

Article 13. Si les renseignements nécessaires à l'enquête ne peuvent pas être obtenus par l'intermédiaire des bureaux visés dans l'article précédent ou ne peuvent pas l'être dans des délais raisonnables, le Ministre de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche peut passer des accords avec des entreprises spécialisées, nationales ou étrangères, légalement constituées, afin que celles-ci lui fournissent des renseignements sur les taux de change et autres aspects des opérations commerciales qui font l'objet des pratiques de dumping ou des subventions.

En pareil cas, les personnes qui demandent l'ouverture de l'enquête doivent assumer les frais afférents à l'obtention de renseignements.

## CHAPITRE V

### De l'engagement de la procédure et de l'enquête

Article 14. Toute partie intéressée qui s'estime lésée par l'importation de produits faisant l'objet d'un dumping ou de subventions peut demander à la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche d'ouvrir une enquête en la matière et d'appliquer les mesures préventives ou correctives visées dans le présent règlement.

Des demandes peuvent également être présentées pour tous les cas énumérés à l'article 2 de la Décision n° 283 de la Commission de l'Accord de Carthagène afin de solliciter de l'organe compétent de l'Accord de Carthagène, le cas échéant, qu'il ouvre l'enquête pertinente et qu'il autorise l'application de mesures préventives ou correctives.

Sur demande écrite de tout membre du Comité des questions tarifaires qui fournit des renseignements suffisants permettant de penser qu'il y a préjudice ou menace de préjudice pour une branche de production spécifique, la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche procède également à l'enquête pertinente.

Article 15. Les demandes visées à l'article précédent devront contenir les renseignements ci-après:

- a) nature et durée de la pratique;
- b) caractéristiques du produit qui fait l'objet desdites pratiques et classification dudit produit dans la NANDINA;
- c) entreprises en cause, avec indication de leur siège;
- d) services, institutions ou entreprises du secteur public accordant la subvention ou caractéristiques de la mesure dont bénéficient le producteur ou l'exportateur du produit qui fait l'objet de la pratique et
- e) niveaux des droits proposés ou caractéristiques des autres mesures correctives prévues dans le présent règlement.

Article 16. Dans un délai de cinq jours à compter de la date d'acceptation de la demande, la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche avise l'importateur du produit qui fait l'objet de la pratique, le représentant ou le distributeur national, ou l'ambassade, le consulat ou le bureau commercial du pays d'origine dudit produit et sollicite par leur intermédiaire du producteur, de l'exportateur ou du gouvernement, selon le cas, les renseignements nécessaires à l'enquête.

Par ailleurs, la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche demande aux autres entreprises qui pourraient être lésées par les pratiques considérées de lui fournir les renseignements nécessaires à l'enquête en question.

Article 17. Les organismes, autorités et fonctionnaires compétents doivent s'abstenir de divulguer les éléments de preuve et les éléments reçus aux fins de l'enquête lorsque les personnes qui les ont demandés ou celles qui les ont fournis considèrent qu'il s'agit de renseignements confidentiels dont la divulgation pourrait leur causer un dommage ou un préjudice. Lesdits organismes ou autorités peuvent toutefois divulguer des résumés ou des analyses des éléments de preuve et des renseignements considérés.

Les parties intéressées à l'enquête visées à l'article précédent peuvent avoir accès aux renseignements de caractère général et aux documents non confidentiels, ainsi qu'aux résumés visés au paragraphe précédent.

Article 18. Au cours de l'enquête, la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche accorde la priorité à des rencontres entre les parties intéressées à l'enquête afin de tenter d'arriver à un règlement direct. En tout état de cause, aucune partie intéressée n'est tenue d'assister à ces rencontres et son absence ne fait pas obstacle à l'examen de la cause.

Sur la base du rapport de la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche au sujet des rencontres entre les parties, la Commission spéciale examine l'engagement pris par le producteur ou par l'exportateur de cesser



d'exercer une discrimination au niveau des prix ou de renoncer aux subventions, ou l'offre faite par le gouvernement intéressé de cesser d'accorder des subventions; si la proposition est acceptée, l'examen est réputé clos.

La décision correspondante précise les renseignements que le producteur ou l'exportateur ou le gouvernement considéré, selon le cas, sont tenus de fournir afin de donner la preuve du respect des engagements souscrits. Il y est pris acte également des mesures qui seront adoptées en cas de non-respect de l'engagement ou de refus de fournir les renseignements requis.

Article 19. La Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche dispose d'un délai de quatre mois maximum à compter de la date d'acceptation de la demande pour procéder à l'enquête et de cinq jours ouvrables pour réunir la Commission spéciale.

La Commission spéciale peut proroger de deux mois la durée de l'enquête; elle peut toutefois en pareil cas recommander l'adoption de mesures provisoires ou préventives sur la base des renseignements disponibles en attendant que le Ministre des finances et du crédit public arrête les mesures définitives pertinentes.

Si le préjudice ou la menace de préjudice résultant du dumping ou de la subvention sont si graves qu'ils exigent des mesures provisoires ou préventives, la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche procède à une enquête préliminaire sur la base des renseignements disponibles dans un délai de 20 jours maximum à compter de l'acceptation de la demande, et par l'intermédiaire du Président de la Commission spéciale elle réunit la Commission spéciale dans les cinq jours ouvrables qui suivent pour qu'elle rende un avis sur l'adoption de mesures correctives.

Les enquêtes menées en application du présent règlement ne peuvent en aucun cas empêcher ou entraver le dédouanement des produits considérés. Lorsque des droits antidumping ou compensateurs sont imposés à titre provisoire ou préventif, le Service des douanes autorise la mise à la consommation de la marchandise après acquittement desdits droits, ou sur présentation de la garantie correspondante.

Article 20. Lorsque les demandes se rapportent aux cas visés à l'article 2 de la Décision n° 283, la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche procède à l'examen préalable dans un délai de 20 jours à compter de la date d'acceptation desdites demandes. Dans les cas où l'adoption de mesures immédiates s'impose parce que la menace de préjudice ou le préjudice sont évidents, la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche doit procéder à l'enquête préalable dans un délai de dix jours.

L'examen a pour objet de s'assurer que la demande mérite d'être présentée à l'organe compétent de l'Accord de Carthagène; d'y ajouter les renseignements disponibles, ainsi que des éléments d'appréciation additionnels le cas échéant; de tenter d'obtenir les renseignements requis, et plus particulièrement de déterminer les niveaux des droits antidumping ou compensateurs satisfaisants pour prévenir ou corriger les pratiques commerciales déloyales.

A l'issue de l'enquête, le Sous-Secrétariat au commerce et à l'intégration du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche demande, le cas échéant, à l'organe compétent de l'Accord de Carthagène l'autorisation d'instituer des droits antidumping ou compensateurs aux taux qui lui paraissent convenir pour corriger les pratiques commerciales déloyales.

Article 21. La Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche et la Commission spéciale prennent en compte le dumping et l'octroi des subventions, ainsi que:

- a) les pratiques de dumping ou de subventionnement;
- b) le préjudice important ou la menace de préjudice important résultant d'une pratique de dumping ou de l'octroi d'une subvention; et
- c) le lien de causalité entre les pratiques et le préjudice important ou la menace de préjudice important.

Article 22. La détermination de l'existence d'un préjudice grave ou de la menace d'un préjudice grave et d'un lien de causalité avec le dumping ou la subvention peut être fondée entre autres sur l'examen des facteurs suivants:

- a) le volume des importations faisant l'objet des pratiques en question, en particulier pour déterminer si les importations ont augmenté de façon notable, soit en quantité absolue soit par rapport à la production, à la consommation ou aux importations de l'Equateur;
- b) les prix des importations faisant l'objet d'un dumping ou de subventions, en particulier pour déterminer s'ils sont notablement inférieurs aux prix des produits similaires, en l'absence des pratiques commerciales déloyales, ou si ces importations ont pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites; et
- c) les effets sur la branche de production nationale, évalués sur la base des tendances effectives ou potentielles des facteurs économiques pertinents, par exemple: production, ventes sur le marché intérieur, part de marché, bénéfices, productivité, rendement des investissements, utilisation de la capacité installée, effets négatifs réels ou potentiels sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance ou l'investissement.

Article 23. Aux fins de la détermination de l'existence d'un préjudice ou d'une menace de préjudice, on entend par "branche de production nationale" l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale. Toutefois, si les producteurs ont des liens avec les exportateurs ou les importateurs du produit qui fait l'objet du dumping ou de la subvention, le terme "branche de production nationale" peut s'appliquer au reste des producteurs équatoriens.

La branche de production nationale peut être exceptionnellement divisée en deux marchés distincts ou plus. Les producteurs de chacun de ces marchés peuvent être considérés comme constituant une branche de production nationale s'ils vendent la majeure partie de la production du produit en question sur ce marché et si la demande sur ce marché n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les producteurs du reste du pays.

Dans le cas prévu au paragraphe précédent, on peut être amené à conclure à l'existence d'un préjudice ou d'une menace de préjudice même si celui-ci n'affecte pas une proportion notable de la branche de production nationale, sous réserve que les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées soient concentrées sur ce marché isolé et causent un préjudice aux producteurs de la totalité ou de la quasi-totalité de la branche de production à l'intérieur de ce marché.

## CHAPITRE VI

### De l'application des mesures

Article 24. En cas de dumping, il est appliqué aux importations faisant l'objet de cette pratique un droit antidumping équivalent ou inférieur à la marge de dumping établie, sous réserve que ledit droit suffise à faire disparaître le préjudice ou la menace de préjudice qui ont été constatés.

Article 25. En cas de subvention, il est appliqué aux importations faisant l'objet de cette pratique un droit compensateur équivalent ou inférieur au montant de la subvention, sous réserve que ledit droit suffise à faire disparaître le préjudice ou la menace de préjudice dus à la subvention qui ont été constatés.

Article 26. En cas de menace de préjudice ou de préjudice évidents, ou lorsque la durée de l'enquête a été prorogée, il peut être appliqué des mesures provisoires qui consistent en des droits antidumping ou compensateurs, y compris sous forme de droits spécifiques ou de droits minimaux, sous réserve que l'augmentation des droits à acquitter ne dépasse pas la marge de dumping ou le montant de la subvention.

Si les droits définitifs sont supérieurs aux droits provisoires acquittés ou au montant de la garantie, la différence est recouvrée. Dans le cas inverse, il est procédé à la restitution pertinente.

Article 27. Des droits antidumping et des droits compensateurs ne peuvent pas être appliqués simultanément à un même produit importé.

Article 28. Les décisions concernant l'imposition de droits antidumping ou de droits compensateurs précisent la durée d'application des droits, laquelle ne doit en aucun cas dépasser deux ans. S'il est nécessaire d'appliquer des mesures pendant un laps de temps supérieur, les entrepreneurs lésés par la pratique considérée doivent, dans les délais requis, présenter une demande à la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche, afin qu'elle procède à l'enquête pertinente.

Article 29. Le Ministre des finances et du crédit public peut décider de la perception d'un droit antidumping ou d'un droit compensateur provisoire ou préventif sur les importations déclarées pour la mise à la consommation dans un délai de 90 jours avant l'entrée en vigueur de la décision pertinente.

Article 30. Après vérification par la Direction nationale du commerce extérieur du Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche et la détermination de la Commission spéciale quant à la modification ou la disparition des causes qui ont motivé l'imposition de droits antidumping ou de droits compensateurs, le Ministre des finances et du crédit public publie une décision ayant pour effet de suspendre l'application desdits droits ou de les ramener à un niveau équivalant à celui de la nouvelle marge de dumping ou du nouveau montant de la subvention.

Article 31. Le Ministre des finances et du crédit public et le Ministre de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche sont chargés de veiller à l'application du présent décret, qui entre en vigueur le jour qui suit sa publication au Journal officiel.

Fait à Quito le 13 septembre 1991.

f) Rodrigo Borja, Président de la République. f) Pablo R. Better, Ministre des finances et du crédit public. f) Juan Falconi Puig, Ministre de l'industrie, du commerce, de l'intégration et de la pêche.

Copie certifiée conforme.

f) Gonzalo Ortiz Crespo, Secrétaire général de l'Administration.